

**Monsieur CAZABAN Jean
Bâtiment EOSS
22, rue Johannes Kepler
64000 PAU**

ASSOCIATION DU COTE DES FEMMES

60 rue du XIV Juillet
64 000 PAU

**Rapport du Commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31/12/2025

Jean CAZABAN

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Grande Aquitaine

**Tél : 05.59.84.89.71
Email : jean.cazaban@eoss.fr**

Association DU COTE DES FEMMES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS A L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR LES COMPTES CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 19 juin 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, arrêtés par votre conseil d'administration du 21 avril 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport et référencés de la page 1/17 à 17/17.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n° 2022-06 exposées en page 2 l'annexe des comptes annuels dans le paragraphe « Permanence des méthodes ».

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'appréciation de l'environnement général de contrôle interne de l'Association ainsi que les procédures de substance appliquées aux conventions établies avec les financeurs, que nous avons mises en œuvre, nous permettent d'accepter les méthodes et les estimations, sous-tendant la comptabilisation des opérations significatives de l'exercice et en particulier le respect des assertions réalité, exhaustivité et séparation des exercices relatives aux produits.

Selon cette même approche, nous avons pu analyser le respect des assertions existence et évaluation des fonds dédiés et imputations des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les circularisations des fournisseurs ainsi que les procédures analytiques de substance appliquées aux comptes de charges, nous ont permis d'apprécier le respect des assertions réalité et séparation des exercices.

Au titre de la première application du nouveau règlement, l'examen des comptes annuels nous permet d'apprécier le respect de la présentation de l'incidence des reclassements et des nouvelles informations devant figurer dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans

toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Signé numériquement par: Jean CAZABAN
Rôle: EXPERT
Organisme: CAZABAN JEAN
Unité organisationnelle: 0002 389094296
Limites d'utilisation: Explicit Text: ETSI EN 319 411-2 compliant certificates for natural persons (QCP-N-QSCD) : Signature and Authentication
411-2 compliant certificates for natural persons (QCP-N-QSCD) : Authentication and Signature
Date: 22/05/2026 19:06:37

Fait à Pau, le 22 mai 2026

Jean CAZABAN
Commissaire aux Comptes

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	20 853	20 853				
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	186 303	144 034	42 269	39 549	2 720	6.88
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations	15		15	15		
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	11 493		11 493	10 101	1 392	13.78
	Total II	218 664	164 887	53 777	49 665	4 111	8.28
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 184		1 184	1 274	90	7.06
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	22 275		22 275	34 475	12 200	35.39
	Charges constatées d'avance (2)	16 272		16 272	14 276	1 997	13.99
	Valeurs mobilières de placement		11 354	11 354	5 465	5 889	107.76
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	677 147		677 147	724 635	47 488	6.55
	Total III	716 879	11 354	705 525	769 195	63 670	8.28
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		935 543	176 241	759 302	818 860	59 558	7.27

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12		Exercice N-1 31/12/2024 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves pour projet de l'entité						
FONDS PROPRES	Autres	486 327		522 008		35 681	6.84
	Report à nouveau	32 102		39 087		6 984	17.87
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	8 630		42 665		51 295	120.23
	Situation nette (sous total)	527 060		518 429		8 630	1.66
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
	Total I	527 060		518 429		8 630	1.66
	Fonds non remboursables						
	Avances conditionnées						
AUTRES FONDS PROPRES	Droits du concédant						
	Total II						
FONDS REPORTEES ET DEBIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	48 396		43 430		4 965	11.43
	Total III	48 396		43 430		4 965	11.43
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Total IV						
DETTES (I)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses (2)						
	Instruments financiers à terme						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	35 119		44 168		9 048	20.49
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	131 547		139 366		7 820	5.61
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	13 172		10 218		2 954	28.91
	Produits constatés d'avance	4 008		63 248		59 240	93.66
	Total V	183 846		257 000		73 154	28.46
	Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	759 302		818 860		59 558	7.27

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)
(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations		180		210	30	14.29
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service		148 709		119 914	28 795	24.01
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation		1 302 802		1 305 119	2 317	0.18
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels		9 432		12 256	2 824	23.04
Mécénats				660	660	100.00
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions				39 923	39 923	100.00
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		90			90	
Utilisations des fonds dédiés		835		32 685	31 850	97.45
Autres produits		17 332		257	17 076	NS
Total I		1 479 379		1 511 023	31 644	2.09
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes		480 194		500 493	20 298	4.06
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés		46 724		54 460	7 736	14.20
Salaires et traitements		672 696		705 384	32 688	4.63
Cotisations sociales		253 609		273 764	20 155	7.36
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		14 902		14 065	838	5.96
Dotations aux provisions						
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées						
Reports en fonds dédiés		5 800		7 220	1 420	19.66
Autres charges		789		2 016	1 226	60.83
Total II		1 474 716		1 557 400	82 685	5.31
1 - Résultat d'exploitation (I-II)		4 664		46 377	51 041	110.06

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffère RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés	10 808		7 309		3 498	47.86
Reprises sur dépréciations et provisions	5 465		2 836		2 628	92.66
Différences positives de change						
Produits des immobilisations financières cédées						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total III	16 272		10 146		6 127	60.38
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 354		5 465		5 889	107.76
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total IV	11 354		5 465		5 889	107.76
2. Résultat financier (III-IV)	4 919		4 681		238	5.07
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	9 582		41 696		51 278	122.98
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)			800		800	100.00
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			600		600	100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			200		200	100.00
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	952		1 169		217	18.56
Total des produits (I+III+V)	1 495 652		1 521 969		26 317	1.73
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 487 021		1 564 634		77 613	4.96
5. EXCEDENT OU DEFICIT	8 630		42 665		51 295	120.23

ATTENTION : RESULTAT BILAN diffèrent RESULTAT COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature		5 158		3 560	1 598	44.90
Prestations en nature		31 000		31 000		
Bénévolat						
TOTAL		36 158		34 560	1 598	4.62
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens		36 158		34 560	1 598	4.62
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL		36 158		34 560	1 598	4.62

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION DU CÔTE DES FEMMES

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

2. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

3. PRINCIPES - REGLES - METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales :

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total est de 759 302€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un bénéfice de 8 630€.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices ,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis en conformité avec :

- les prescriptions du règlement n°2014-03modifié de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général
- celles du règlement n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui abroge le règlement CRC 99-01,
- celles du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers
- et celles du règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Permanence des méthodes:

L'application pour la première fois du nouveau règlement ANC n° 2022-06 constitue un changement de réglementation et donc par conséquent un changement de méthode qui s'impose à l'association. Les modifications réalisées en application de ce nouveau texte n'impacte pas de façon significative la présentation des comptes. En effet le principal impact est le traitement des remboursements de formation enregistrés en transfert de charges sur les comptes de l'exercice précédent et comptabilisés en autres produits en 2025.

Les remboursements de formation 2024 et assurance d'un montant de 31 235€ comptabilisés en transferts de charges en 2024 sont regroupés au poste "Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions" dans la colonne 2024 du résultat, la ligne "transfert de charges" ayant été supprimée. Les remboursements de formation comptabilisés en 2025 pour 17 133€ se trouve en colonne "autres produits" dans la présentation du compte de résultat.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

4. INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06, il convient de décrire :

- L'objet social de l'entité :

L'association a pour objet de mettre à la disposition de tout public en difficulté et plus particulièrement des femmes et de leurs enfants, tous les moyens permettant d'optimiser leur autonomie et leur promotion, d'agir comme une force de réflexion, d'interpellation et de propositions à partir de la parole des femmes et de la réalité de leurs conditions de vie.

- La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association offre une écoute et un accompagnement adapté pour des femmes et leurs enfants confrontés à la violence conjugale en proposant un lieu d'accueil de jour (services de première nécessité, soutien juridique et psychologique...), un hébergement en appartements et une prise en charge spécialisée. Elle est un référent violences conjugales pour des rendez-vous possibles sur tout le Béarn et la coordination des acteurs locaux de lutte contre les violences conjugales.

- Les moyens mis en œuvre :

Pour mettre en œuvre ces objectifs, l'association dispose :

- d'un immeuble mis à disposition par la Ville, d'un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale, lieu d'accueil, de rencontre et d'information, d'un dispositif d'hébergement d'urgence;
- de services spécialisés avec un lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation pour femmes victimes de violences, d'un dispositif Référent violences conjugales, d'un lieu d'accueil de jour à Pau et à Oloron Sainte-Marie.

Ces actions sont financées par la DRDFE, le Conseil départemental des Pyrénées Atlantiques, l'Etat ...

Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires) après déduction des rabais, remises, ristournes et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue à compter du 01/01/N+1.

- Agencements et aménagements des constructions	5 à 7 ans
- Matériel et outillage	2 à 5 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
- Mobilier	2 à 10 ans
- Logiciels / Site internet	1 à 4 ans

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Fonds propres :

L'association distingue dans ses fonds propres, les fonds propres restituables à des autorités de tarification et dont l'affectation est décidée par ces mêmes autorités de tarification.

Subventions et concours publics :

L'association perçoit des concours publics qui sont des contributions financières attribuées par des autorités administratives en application d'un dispositif législatif ou réglementaire qui se différencie de la subvention par le caractère "obligatoire de l'attribution".
Ainsi les produits issus de la tarification perçus par l'association, à savoir la dotation de la DREETS pour le CHRS ont été comptabilisés dans des comptes 73. Concours publics pour un montant de 676 412€. En 2025, comme en 2024 toutes les subventions entrants dans le cadre du CPOM ont été inscrites en comptes de concours publics. Avant le CPOM, ces sommes étaient comptabilisées en subventions
Les autres ressources publiques perçues par l'association figurent en subventions.

Détail des concours publics et subventions :

Autorités administratives	Concours Publics	Subventions	
ETAT DGF	676 412 €		
ETAT Autres dispositifs hébergement CPOM	365 343 €		
ETAT		148 351 €	
REGION		10 000 €	
DEPARTEMENT		66 492 €	
COMMUNES		6 100 €	
ARS		4 008 €	
CAF		3 000 €	
AUTRES		23 094 €	
			TOTAL
TOTAL	1 041 755 €	261 045 €	1 302 800 €

Contributions volontaires en nature :

1- La Ville de Pau met à disposition de l'association du Côté des Femmes, selon la convention signée le 2 juin 2020, l'immeuble situé 60 rue du XIV Juillet à Pau qui est le siège social de l'association. Cette contribution en service a été valorisée et comptabilisée sur la base de la valeur locative annuelle de l'immeuble estimée par un agent immobilier.

2- L'association a bénéficié sur l'exercice de don manuel en nature pour 5158€ correspondant à un lot d'objets, du chocolat et des équipements de téléphonie

Dons:

Des dons ont été perçus pour 8 840€ sur 2025.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN**Etat des immobilisations**

IMMOBILISATIONS	Brut au début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Brevets licences	20 854			20 854
TOTAL IMMOB. INCORP.	20 854	0	0	20 854
Installations techniques matériel et outillage	37 681	7 621	5 753	39 549
Agencements, aménagts divers	18 907			18 907
Matériel de transport	144			144
Matériel de bureau et informatique - Mobilier DDCF	76 664	5 229	777	81 116
Mobilier appartements	47 866	4 772	6 052	46 586
TOTAL IMMOB. CORP.	181 262	17 622	12 582	186 302
Participations	15			15
Cautions versées	10 101	3 796	2 404	11 493
TOTAL IMMOB. FINANCIERES	10 116		2 404	11 508
TOTAL	212 232	17 622	14 986	218 665

Etat des amortissements

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Brevets licences	20 853			20 853
TOTAL IMMOB. INCORP.	20 853	0	0	20 853
Matériel de transport	144			144
Installations techniques matériel et outillage	25 652	4 504	5 753	24 403
Agencements, aménagts divers	16 095	562		16 657
Matériel de bureau et informatique - Mobilier DDCF	63 901	5 602	777	68 726
Mobilier appartements	35 921	4 234	6 052	34 103
TOTAL IMMOB. CORP.	141 713	14 902	12 582	144 033
TOTAL	162 566	14 902	12 582	164 886

Échéances des créances et des dettes

CREANCES	Montant brut	De moins d'un an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
Autres immobilisations financières (cautions versées)	11 493	11 493		
Usagers, financeurs	1 184	1 184		
Sécurité sociales et autres organismes sociaux	4 188	4 188		
Débiteurs divers	18 087	18 087		
Charges constatées d'avance	16 272	16 272		
TOTAL	51 224	51 224		

DETTES	Montant brut	De moins d'un an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	35 119	35 119		
Personnel et comptes rattachés	58 868	58 868		
Dettes sociales	61 841	61 841		
Dettes fiscales	10 838	10 838		
Autres dettes	13 172	13 172		
Produits constatés d'avance	4 008	4 008		
TOTAL	183 846	183 846		

Produits à recevoir (inclus au poste autres créances)

Nature	Montant
Subventions à recevoir-rembours formations-divers	15 831
TOTAL	15 831

Charges à payer

Nature	Montant
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	20 054
Dettes fiscales & sociales	83 107
Autres dettes	287
TOTAL	103 448

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	16 272
TOTAL	16 272

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	4 008
TOTAL	4 008

Honoraires du commissaire aux comptes

	TTC
Honaires afférents à la certification des comptes	7702
Honaires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	0
Honaires afférents aux services autres que la certification des comptes et des informations en matière de durabilité	0
TOTAL	7702

Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite :

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	
55 à 59 ans	6 à 10 ans	
45 à 54 ans	11 à 20 ans	
35 à 44 ans	21 à 30 ans	
moins de 35 ans	plus de 30 ans	
Engagement total		

Effectif employé pendant l'exercice par catégories de salariés

Ouvriers	0
Employés, techniciens, agents de maîtrise	17
Cadres et ingénieurs	2
TOTAL	19

TABLEAU DE VARIATION DES FOND PROPRES
ANC 2018-06 : Art.431-5

Réserves			A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
	106852	Excédents affectés investissement	43 290				43290
	106856	Réserve de compensation des déficits d'exploitation	107 043		3 173		110216
	106880	Réserves diverses DCDF	348 560	-24 599			323961
	106810	Réserve affectée au LAJ OLORON	8 860				8860
	106881	Réserves CHRS CPOM	4999	-4999			0
	106882	Réserves CPOM Hors CHRS	9255	-9255			0
			522 007	-38 853	3 173	0	486327
dont réserves des activités sociales & médico-sociales sous gestion contrôlée			150 333	0	3 173	0	153506
Report à nouveau	115901	Report à nouveau débiteur CHRS CPOM	0	-2 956		1 280	-4236
	115902	Report à nouveau débiteur CPOM HORS CHRS	0	-856			-856
	115010	Excédent aff. Financement mesures exploit.	1 893			1 893	0
	115022	Résultat /contrôle financeurs 2022	37 194				37194
	115920	RAN Charges différées indemnités départs retraite	39 087	-3 812	0	3 173	32102
dont RAN des activités sociales & médico-sociales sous gestion contrôlée			39 087	-2 956	0	3 173	32958
Excédent ou déficit de l'exercice	120000	résultat sous contrôle tiers financeurs				0	0
	120000	Résultat autres activités ESSMS				0	0
	120000	Résultat hors activités ESSMS	0	0	0	0	0
	129000	Déficits sous contrôle tiers financeurs	-7 955	7 955	0	0	0
	129000	Déficits autres activités ESSMS	-10 111	10 111			0
	129000	Déficits hors activités ESSMS	-24 599	24 599	0	0	0
dont résultats des activités sociales & médico-sociales sous gestion contrôlée			-42 665	42 665	0	0	0
			0,00				
			-7 955	7 955	0	0	0
TOTAL			518 429	0	3 173	3 173	518429

Résultats par service : Activités ESSMS sous contrôle / autres - Hors activités ESSMS

SECTEURS	RESULTAT COMPTABLE DEFINITIF 2025	RESULTAT COMPTABLE DEFINITIF 2024
Résultat sous contrôle de tiers financeurs Organisme de tutelle DBCS Entré dans CROM en 2023 CHRS	6 467	-7 955
Autres activités ESSMS Aide sociale à l'enfance A.L.T. A.L.T. 9 Places Réfèrent violences conjugales HU pérenne HU GRENELLE HU OLORON LEAO-CAE / ACCUEIL DE JOUR IML	0 165 -3 384 0 2 982 55 76 0 1 611	0 -393 -1 603 0 615 -736 -4 601 0 -3 394
Sous total autres activités ESSMS	1 505	-10 111
Hors activités ESSMS Association Formations	-15 189 15 847	-29 865 5 267
Sous total hors activités ESSMS	658	-24 599
Résultat sous gestion propre	8 630	-42 665
TOTAL	8 630	-42 665

TABLEAU DE DETERMINATION DU RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Du Côté des Femmes	
	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
RESULTAT COMPTABLE	8 530	-42 665
Reprise du résultat antérieur	0	0
RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	8 530	-42 665
Dont résultat effectif sous gestion propre		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	8 530	-42 665

TABIEAU DES FOND5 DEDIES
ANC 2018-06 : Art.431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATION		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitations							
194200 Fonds dédiés LAJ	7 720,53		834,78			6 885,75	6 885,75
194300 Fonds dédiés ASE	7 720,53	0,00	834,78			6 885,75	6 885,75
- Antérieur (2007)	28 490,19					28 490,19	28 490,19
194500 Fonds dédiés ALT	28 490,19	0,00	0,00			28 490,19	28 490,19
194600 Fonds dédiés Autres subventions							
- Maison des femmes	7 219,74					7 219,74	
- Ruralité RAJA		5 800,00				5 800,00	
	7 219,74	5 800,00	0,00	0,00	0,00	13 019,74	0,00
Contributions financières d'autres organismes	43 430,46	5 800,00	834,78	0,00	0,00	48 395,68	35 375,94
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
192000 - Réaffectation solde Provision réglementée pour renouvellement des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ressources liées à la générosité du public							
	0	0	0			0,00	
TOTAL	43 430,46	5 800,00	834,78	0,00	0,00	48 395,68	35 375,94

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES :

Dans les comptes annuels, la dotation en fonds détiés des IDR n'est plus possible avec le nouveau règlement ANC n°2018-06 :

=> reclassement en compte 151700 Provision pour IDR au 01/01/2020 :

(cf demande des financeurs de reclassement du montant des réserves de 44 425 € en provision pour charges dans le cadre du financement d'indemnités de départ à la retraite à venir)

8 688€ ont été pour mémoire consommés en 2024

En raison des précisions apportées par la chronique de la commission des études juridiques 2020-36 ces fonds ont été reclassés au compte 115920 dont le suivi vous est présenté ci après

TABLEAU DE SUIVI DES CONSOMMATIONS SUR REPORT A NOUVEAU CHARGES DIFFEREES INDEMNITES DEPART RETRAITE

	MONTANT A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	RECLASSEMENT SUR L'EXERCICE	AUGMENTATION DE L'EXERCICE	CONSOMMATION SUR L'EXERCICE	MONTANT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
Report à nouveau pour charges différées	37 194				37 194
115920 - pour indemnités de départ à la retraite	0			0	0

L'autorité de tarification a octroyé une provision pour charge dans le cadre du financement d'indemnités de départs à retraite à venir.
Au 01/01/2025 les fonds ainsi provisionnés s'élèvent à 37 194€. Ils ont été reclassés comme indiqué précédemment au compte 115920.